

# **Interview avec M. Parviz Koohafkan, Directeur de la Division du développement rural et Secrétaire exécutif de la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural**

*Réseau du système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire  
Avril 2006*

**"La CIRADR a contribué à réinscrire sur l'agenda international les questions de réforme agraire et de développement rural, grâce à une approche participative impliquant toutes les parties concernées ."**

Dans cet interview, Parviz Koohafkan, le secrétaire exécutif de la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR) nous fait part des principaux résultats de cette Conférence et comment il en envisage le suivi.

## ***Pourquoi une nouvelle conférence sur la réforme agraire et le développement rural?***

La dernière grande conférence sur ces questions s'est tenue il y a 27 ans, en 1979 et est connue sous le nom de Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. Il était grand temps de se réunir à nouveau pour débattre de cette question! Alors qu'environ 900 millions d'individus – les trois quarts des pauvres du monde – vivent en zones rurales et dépendent pour leur survie de l'accès à la terre et à d'autres ressources naturelles, des appels insistants ont été formulés pour que les pauvres obtiennent plus de sécurité en matière d'accès à la terre et aux services tels que technologie, crédit, intrants et marchés. Des programmes de réforme agraire ont été appliqués dans de nombreux pays : certains ont réussi, d'autres ont échoué. Mais pour des millions de paysans démunis, un accès garanti à la terre est encore loin de devenir réalité. Et pour la plupart d'entre eux, les problèmes d'accès à la terre sont intimement liés à la pauvreté.

C'est la raison pour laquelle les pays membres de la FAO ont favorablement accueilli la proposition du gouvernement brésilien, exprimée lors du Comité de l'agriculture en avril 2005, de tenir la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR) à Porto Alegre, en 2006. Ils ont approuvé la recommandation du Comité lors du Conseil de la FAO de juin 2005. Malgré le temps fort réduit pour la préparation d'une Conférence aussi importante, le secrétariat de la CIRADR est parvenu à s'assurer le soutien financier et technique de divers gouvernements et organisations internationales. Tous les membres de la Division du développement rural ont été impliqués dans sa préparation, tout comme des collègues de la division de l'information, du Bureau légal, des représentations de la FAO et des Bureaux régionaux, de même que le FIDA. De nombreux pays et experts ont participé également à la préparation d'études de cas nationales ou ont contribué à la mise au point des principaux documents de la Conférence.

## ***Quels ont été les acquis majeurs de la Conférence?***

Du 7 au 10 mars 2006, 1 400 participants, dont 450 observateurs des ONG, les délégations de 96 pays membres de la FAO, des experts internationaux et des représentants de plus de 130 organisations paysannes et de mouvements de la société

civile se sont réunis à Porto Alegre. Durant les quatre journées de la Conférence, les participants ont passé en revue les différentes expériences de réforme agraire introduites de par le monde, analysé leur impact, les processus, les mécanismes utilisés, examiné les rôles joués par les différents acteurs impliqués et finalement, discuté des propositions à formuler pour les programmes d'action à envisager dans le futur.

Au terme de la Conférence, une Déclaration Finale a été adoptée, invitant tous les gouvernements à mettre en œuvre des politiques de réforme agraire et de développement rural bénéfiques pour les pauvres et les populations les plus marginalisées. Les gouvernements se sont engagés à développer des mécanismes de dialogue et de coopération qui renforcent les processus de réforme agraire et de développement rural aux niveaux national et international et à mettre en place des mécanismes d'évaluation périodique des progrès accomplis dans ces domaines. Ils ont réaffirmé qu'*«un accès plus répandu, sûr et durable à la terre, à l'eau et aux autres ressources naturelles qui conditionnent le bien-être des populations rurales, est indispensable pour l'obtention de l'éradication de la faim et de la pauvreté, concourt au développement durable et devait par conséquent constituer un élément imprescriptible des diverses politiques nationales»*. Les gouvernements ont également réaffirmé leur volonté d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement et ont reconnu que *«l'insécurité alimentaire, la faim et la pauvreté rurale sont bien souvent la conséquence de déséquilibres dans les processus actuels de développement qui empêchent un accès plus répandu à la terre, à l'eau et aux autres ressources naturelles ainsi qu'aux autres moyens de subsistance»*.

Parallèlement à la Conférence, des Sessions thématiques spéciales formulèrent des recommandations spécifiques pour le suivi de la Conférence ainsi que des suggestions ou des engagements pour l'exécution d'activités relatives aux sujets discutés. De plus, des initiatives de partenariat ont été présentées, dont six furent signées au cours de la CIRADR. Par exemple, un accord a été signé le 10 mars entre la FAO et les pays lusophones pour le renforcement des capacités nationales en matière de régime des propriétés, de gestion des terres et de questions légales qui y seraient liées.

### ***Quels sujets furent-ils discutés pendant les sessions thématiques?***

Le dialogue entre les diverses parties prenantes fut particulièrement animé et fructueux lors de différents événements parallèles à la Conférence. Pas moins de 27 Sessions thématiques spéciales furent organisées par des universités, des gouvernements ou des organisations internationales (FAO, FIDA, IFPRI, PNUD, Banque Mondiale, etc.). Onze de ces événements parallèles passèrent en revue les expériences de pays bien précis ou de régions (Brésil, Inde, Afrique du sud et d'autres régions en Afrique, Asie, dans le Pacifique ou en Europe de l'est). D'autres sessions ont abordé des questions touchant la réforme agraire ou le développement rural du point de vue de groupes particuliers: les femmes (2 sessions, le 8 mars), les ruraux démunis, les populations autochtones, les jeunes, les populations de montagne, les réseaux des questions de développement rural ; ou encore sur des problèmes précis de développement : le droit à la terre, l'agriculture biologique, les systèmes traditionnels de culture, la recherche, l'agriculture et le développement rural durables (ARD). Une des sessions a abordé également la question des indicateurs de réforme agraire et de développement rural, de même que les mécanismes nécessaires pour la collecte et l'analyse des séries appropriées de données.

Les femmes retournèrent chez elles en affirmant qu'elles avaient largement bénéficié de la CIRADR. De fait, la concomitance de la célébration, le 8 mars, de la Journée internationale de la femme et de la tenue de la CIRADR ne pouvait mieux tomber. Une célébration spéciale fut promue par deux dirigeantes africaines, présidentes des sessions plénières – S. E. Angela Thokozele Didiza, Ministre de l'Agriculture et des questions foncières d'Afrique du Sud et S. E. Mary Margaret Muchada Ambassadrice du Zimbabwe auprès de la FAO - et une marche des femmes vit défiler côte à côte des femmes rurales et des représentantes de la société civile.

### ***Comment les ONG et organisations de la société civile ont-elles participé à la Conférence?***

Quand les états membres de la FAO acceptèrent l'idée de l'organisation de cette Conférence, nous savions que le dialogue sur un thème aussi délicat que celui de la réforme agraire ne serait pas aisé. Malgré tout, un des résultats les plus remarquables de la CIRADR fut précisément le dialogue fructueux et constructif entre les représentants des gouvernements et les membres des organisations paysannes et des organisations de la société civile.

Les représentants de la société civile et des mouvements sociaux ont participé activement à toute la conférence et sa préparation. Ils ont eu de nombreuses opportunités pour intervenir lors des sessions d'ouverture ou de clôture et durant les séances plénières et les sessions techniques, ainsi que durant une session lors d'un après midi avec un droit de parole équivalent à celui des gouvernements. Pour la première fois dans l'histoire de la FAO, une déclaration de la société civile a été insérée dans les documents officiels de la Conférence. Le Coordinateur général de Via Campesina eut l'occasion de prononcer un discours lors de la cérémonie d'ouverture de la Conférence. Le 8 mars, une délégation de la marche des femmes fut reçue en session plénière et la présidente de cette session, la ministre de l'agriculture d'Afrique du sud, se joignit à la délégation, lors du chant qui clôtura cette cérémonie. Une table ronde de discussion très constructive sur le thème de «Réforme agraire, justice sociale et développement durable» fut organisée avec 7 représentants d'organisations de la société civile et 7 représentants gouvernementaux. La déclaration finale du Forum parallèle de la société civile sur «Terres, territoires et dignité» a été présentée à la CIRADR par une forte délégation. Les représentants des organisations non gouvernementales et de la société civile furent particulièrement actifs au cours des Sessions thématiques spéciales auxquelles ils participèrent ou même mirent sur pied. La CIRADR a aussi permis aux organisations de la société civile d'assister comme observateurs aux négociations du comité de rédaction de la déclaration finale. Les représentants de la société civile ont contribué de façon notable à la préparation de la Conférence, à la rédaction de documents (tout particulièrement ceux des études de cas) ainsi qu'aux discussions.

Dans la ligne d'esprit de cette excellente collaboration, la Déclaration Finale a affirmé que les organisations gouvernementales et les organisations de la société civile jouent un rôle fondamental dans la mise en œuvre durable des politiques de réforme agraire et de développement rural dès lors qu'elles reconnaissent *«le rôle capital que remplit l'état en favorisant des politiques de justes et égales opportunités et en prônant la sécurité économique de base aux femmes et aux hommes en tant que citoyens à part entière»*.

***Un Forum de la société civile s'est tenu en même temps que la Conférence. De quelle façon ces deux manifestations ont-elles influé l'une sur l'autre ?***

Le Forum de la société civile a réuni environ 800 participants venant de 120 organisations, représentant des groupes de petits paysans, de travailleurs ruraux, de sans terre, de femmes, de jeunes, de pêcheurs et de populations autochtones, c'est-à-dire toute une série de groupes directement intéressés par la réforme agraire et le développement rural. Le Forum n'a pas été dominé par l'Amérique Latine comme on aurait pu le craindre initialement vu le lieu de la réunion.

Le Forum a été organisé par le Comité International des ONG/OSC pour la Planification de la souveraineté alimentaire (CIP) qui avait déjà organisé le Forum pour la souveraineté alimentaire en parallèle au Sommet mondial de l'alimentation : *5 ans après*, en juin 2002. Le CIP et Via Campesina furent en mesure de maîtriser l'inévitable pression politique, au Brésil, y compris les implications de l'occupation un soir par le groupe des femmes du mouvement des sans terre d'une ferme d'agro-industrielle dans les environs de Porto Alegre. Le Forum a continué à développer le concept de souveraineté alimentaire comme sa plate-forme de politique commune, concept qui commence maintenant à être utilisé dans les divers messages des gouvernements, comme ce fut le cas avec le discours du ministre brésilien Rosseto à la CIRADR et avec celui du Président du Mali, lors de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique de 2006.

Compte tenu du peu de temps disponible pour l'organisation de la Conférence et de la complexité du processus de consultation qu'elle nécessitait, la CIRADR a démontré les capacités grandissantes de la société civile à se mobiliser en toute indépendance, à négocier sur des positions communes et à se faire le porte-parole concernant des perspectives futures, de façon convaincante, nouvelle et politiquement habile. Grâce à un processus de consultations, les participants au Forum ont réussi à identifier des porte-parole de la société civile représentatifs de toutes les régions pour participer aux débats avec les gouvernements au cours de la CIRADR.

La combinaison d'événements parallèles et conjoints fut un succès et constitua un stimulant tant pour la société civile que pour la Conférence. Le soutien politique et le rôle d'avocat joué par les organisations de la société civile sont manifestement des points forts en ce qui concerne la promotion d'un agenda mondial sur les questions liées à la réforme agraire.

***Quelles seront les prochaines étapes?***

La Conférence a pris fin, certes, mais elle constitue un point de départ. L'échange très enrichissant des divers points de vue, les études de cas nationales et les analyses des bonnes pratiques, de même que les discussions qui ont eu lieu au cours de la Conférence et déjà lors de sa préparation doivent continuer. Certains événements parallèles à la Conférence et les partenariats ont illustré également la nécessité de poursuivre le travail en réseau sur ces questions. La nécessité d'une mise au point d'indicateurs de contrôle du développement fut aussi soulignée.

Dans le texte de la Déclaration finale, il est recommandé que le comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO, qui doit tenir sa prochaine réunion en septembre 2006, adopte une série de directives supplémentaires en ce qui concerne le rapport sur les

progrès obtenus dans l'exécution des recommandations de la Déclaration, avec la participation de la société civile et avec les organisations des Nations Unies qui s'occupent également de souveraineté et de sécurité alimentaire, de réforme agraire et de développement rural. Le prochain Conseil de la FAO, en novembre 2006, sera prié d'examiner quels mécanismes de suivi seraient appropriés pour aider les pays à concrétiser les acquis de la CIRADR.

Le CIP a déjà pris contact avec la FAO pour discuter du suivi de la Conférence et a proposé la création d'un groupe de travail sur la réforme agraire qui inclurait des représentants des agriculteurs, des sans terre, des pêcheurs et des travailleurs ruraux, des éleveurs, des femmes, des jeunes, des populations autochtones, de même que des participants de la FAO et du FIDA. Le CIP est dès à présent disposé à travailler à la préparation de documents techniques qui utiliseraient au mieux l'expertise des organisations de la société civile.

### ***Quel est le rôle des réseaux?***

La CIRADR a démontré toute la valeur de la démarche de la FAO, à l'œuvre à travers des mécanismes de consultation ou des réseaux, plutôt qu'à travers des organisations individuelles.

Quatre Sessions thématiques spéciales ont bien mis en lumière ce que peuvent apporter des réseaux en matière d'échange des expériences et de plaider pour des politiques de réforme agraire et de développement rural aux niveaux national, régional, ou international. Elles ont insisté sur la nécessité de renforcer ces réseaux par des échanges entre ces divers niveaux. Le réseau du système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire, qui a contribué à l'organisation des Sessions thématiques spéciales durant la CIRADR, la Coalition Internationale pour l'accès à la terre ou le Réseau espagnol pour le développement rural (REDR) constituent de bons exemples de réseaux qui peuvent jouer un rôle important dans le suivi de la Conférence.

### ***Quelles sont vos attentes suite à la CIRADR?***

La CIRADR a contribué à réinscrire sur l'agenda international les questions de réforme agraire et de développement rural, grâce à une approche participative impliquant toutes les parties concernées. Il y a maintenant une plus grande conscience et une capacité accrue, parmi les pays membres, sur la façon de faire face aux principaux enjeux du développement rural et de la réforme agraire. Le processus de préparation de rapports nationaux a permis aux pays de réfléchir à leurs propres expériences, afin d'en tirer des enseignements et de dresser un bilan des succès et des questions non résolues. Le dialogue entre les gouvernements, les organisations internationales et la société civile a été un succès. La couverture des media a été satisfaisante. L'organisation de la Conférence a renforcé l'«esprit d'équipe» dans la Division du Développement Rural de la FAO.

J'ai l'espoir que tous ces résultats prometteurs aboutiront à la mise au point d'un agenda commun très concret de la FAO, de la société civile et des gouvernements, en ce qui concerne les initiatives à venir et que la FAO pourra fournir une réponse adéquate, en s'assurant de la mise à disposition et de façon durable des ressources nécessaires et des expertises techniques indispensables. A l'occasion de cette Conférence, la communauté internationale s'est engagée à développer des mécanismes de dialogue et de coopération qui renforcent les processus de réforme agraire et de développement rural aux niveaux

national et international et à mettre en place des instruments de mesure périodique des progrès réalisés dans ces domaines. Il y a énormément de choses à réaliser dans ces secteurs et nous sommes fiers d'être des acteurs de ce dialogue et de ce processus.

Articles précédents sur le site du Réseau du système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire:

[http://www.rdfs.net/news/news/0512ne\\_ICARRD\\_en.htm](http://www.rdfs.net/news/news/0512ne_ICARRD_en.htm)